

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le Front Unique
des syndicats de l'enseignement public

N°183
30 mars 2011

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

En signant le protocole « précarité » sur la Fonction Publique avec le gouvernement Sarkozy Fillon, les directions CGT et FO collaborent à la destruction du statut général de la Fonction Publique.
Malgré les efforts de la direction de la FSU pour la signature, la résistance des militants et des syndiqués à empêché la FSU de signer

« Je souhaite une Fonction Publique moins nombreuse. Il serait souhaitable qu'on laisse le choix aux nouveaux entrants entre le statut de la Fonction Publique ou un contrat de droit privé négocié de gré à gré »

(Sarkozy à Nantes le 19 septembre 2007)

Sarkozy l'a rêvé. Les dirigeants CGT et FO (pour ne pas parler de la CFDT, de l'UNSA, etc.) l'ont fait !

Le « protocole d'accord sur la précarité dans la Fonction Publique », sous couvert d'un nombre de titularisations dérisoire de précaires (il n'y a aucun chiffre dans l'accord, qui précise que le nombre sera à la discrétion du pouvoir) introduit à côté des emplois statutaires 100 000 CDI. C'est un coup majeur contre le statut.

La direction de la FSU, malgré le forcing de l'appareil central, n'a pu signer, face aux résistances qui se sont manifestées dans l'organisation (le SNASUB (personnels administratifs), le SNCS (recherche), le SNESup, des sections départementales FSU, des sections académiques du SNES – Orléans Tours – se sont prononcés contre la signature). Ainsi, la direction de la FSU n'a pu obtenir la majorité de 70% pour la signature.

Le courant Front Unique a contribué à cette résistance. Mais force est de constater que la signature de la CGT et de FO donne le blanc seing au gouvernement pour porter ce nouveau coup. Il faut combattre pour le retrait de cette signature scélérate. Il faut regrouper partout, dans l'enseignement public comme chez les travailleurs, sur la ligne de la rupture de la collaboration des appareils syndicaux avec le gouvernement via le dialogue social.

C'est ce à quoi s'emploie Front Unique qui vous invite à vous associer à son combat.

Intervention dans le débat général du représentant Front Unique au Bureau National FSU du 28 mars

Une chose au moins est claire à l'issue des élections cantonales: c'est que le gouvernement Sarkozy-Fillon vient de prendre une râclée. C'est un gouvernement haï, vomé par l'écrasante majorité de la population, vertébré par un parti qui rassemble 9% des inscrits, réduit à sa plus simple expression: celui d'une bande d'escrocs. Mais des escrocs arrogants, qui dans l'entre-deux tours ont essayé de se remonter en agressant non seulement les immigrés, mais aussi les fonctionnaires à travers la bouche de Guéant. Et c'est avec cette bande d'escrocs-là qu'on nous propose de signer un accord.

Bernadette Groison a parlé d'« accord politique »: c'est l'expression qui convient. Sarkozy a besoin de cet accord. Il a besoin d'assurer ses arrières, en liant les mains des fonctionnaires dans leur dos, dans la foulée vers 2012, et mieux lutter avec le FN pour le partage du terrain politique et électoral qu'ils ont en commun.

Et quel accord! En guise de « titularisations », absolument aucun engagement, aucun... Ah, si: la certitude que le gouvernement poursuivra jusqu'au bout sa politique de suppressions de postes par dizaines de milliers! En revanche, le protocole donne au gouvernement toute latitude pour substituer le recrutement en CDI à des créations de postes statutaires.

Mais encore: le vide juridique total autour du CDI, c'est la possibilité offerte au gouvernement de remettre en cause absolument toutes les garanties collectives liées aux statuts: salaires, horaires, missions, protection sociale etc. Ce sont précisément ces garanties-là, arrachées par les fonctionnaires, qui fondent l'existence même du syndicalisme dans la Fonction Publique!

Il n'y a pas de « mandat » syndical plus impératif que celui-là: la défense des statuts, des garanties qui y sont associées. Et pourtant, depuis trois semaines, c'est une véritable tentative de putsch que la direction fédérale tente de réaliser pour signer coûte que coûte, conserver coûte que coûte un strapontin auprès du gouvernement dans le cadre du « dialogue social », quitte à brader tous les acquis des collègues!

D'abord, le Conseil National de la mi-mars a été dessaisi du vote, sous prétexte que c'était au BDFN de trancher. Aujourd'hui, parce que la direction fédérale sait qu'elle n'obtiendra pas la majorité qualifiée, on nous dit qu'il ne s'agira que d'un « vote indicatif ». Mais encore, on nous dit que la CGT et FO doivent se prononcer eux aussi dans les heures qui viennent. Autrement dit ce BDFN est décisif.

FSU, CGT, FO représentent à eux trois plus de la moitié des personnels de la Fonction Publique. A eux trois, ils peuvent non seulement refuser de signer, mais aussi mettre un coup d'arrêt à toute l'opération lancée par Sarkozy et Tron contre les statuts, en exerçant leur droit d'opposition au protocole. C'est cela que la FSU devrait décider: s'adresser aux dirigeants des autres fédérations dans ce sens.